



KPMG SA
14 allée Charles Pathé
ZAC de l'Echangeur - Bât C
18023 Bourges

A.P.G e2c Nièvre Bourgogne
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2019
A.P.G e2c Nièvre Bourgogne
2 Rue André Marie Ampère Site Pilote Sud Nivernais 58640 VARENNES VAUZELLES

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Cooperative, une entité de
droit suisse.

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
77572641706318 RCS NANTERRE



KPMG SA
14 allée Charles Pathé
ZAC de l'Echangeur - Bât C
18023 Bourges

A.P.G e2c Nièvre Bourgogne

2 Rue André Marie Ampère Site Pilote Sud Nivernais 58640 VARENNES VAUZELLES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

À l'assemblée générale de l'Association A.P.G e2c Nièvre Bourgogne,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.P.G e2c Nièvre Bourgogne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 15 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Cooperative, une entité de
droit suisse.

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
77572641706318 RCS NANTERRE

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bourges, le 16 juin 2020

KPMG



Signature
numérique de
Jerome Decanter

Jérôme Decanter

Associé



A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne

BILAN

Période du 01/01/2019 au 31/12/2019

| ACTIF | | Exercice 2019 | | | Exercice 2018 |
|--|---|---------------|---|------------|---------------|
| | | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | Immobilisations incorporelles | | | | |
| | Frais d'établissements | | | | |
| | Frais de recherches et de développement | | | | |
| | Concessions, brevets, licences | 1 050,30 | 892,76 | 157,54 | 367,60 |
| | Fonds commercial (1) | | | | |
| | Autres | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | Immobilisations corporelles | | | | |
| | Terrains | | | | |
| | Constructions | | | | |
| | Installations techniques, matériel et outillage | 3 041,43 | 3 041,43 | | |
| | Autres | 110 634,87 | 83 186,17 | 27 448,70 | 31 534,37 |
| | Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| Immobilisations mises en concession | | | | | |
| Immobilisations financières (2) | | | | | |
| Participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | 2 697,35 | | 2 697,35 | 2 697,35 | |
| Autres | 15 600,00 | | 15 600,00 | 3 100,00 | |
| | Total (I) | 133 023,95 | 87 120,36 | 45 903,59 | 37 699,32 |
| ACTIF CIRCULANT | Stocks et en-cours | | | | |
| | Matières premières et autres appro. | | | | |
| | En-cours de production | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | Marchandises | | | | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| | Créances (3) | | | | |
| | Créances clients et comptes rattachés | | | | |
| Autres | 309 342,00 | | 309 342,00 | 415 251,00 | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | |
| Disponibilités | 33 696,83 | | 33 696,83 | 77 203,52 | |
| Charges constatées d'avance | 2 455,10 | | 2 455,10 | 1 623,03 | |
| | Total (II) | 345 493,93 | | 345 493,93 | 494 077,55 |
| Comptes de régularisation | Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | |
| | Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | |
| | Ecart de conversion Actif (V) | | | | |
| | TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 478 517,88 | 87 120,36 | 391 397,52 | 531 776,87 |
| (1) Dont droit au bail | | | | | |
| (2) Dont à moins d'un an | | | | | |
| (3) Dont à plus d'un an | | | | | |



A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne

BILAN

Période du 01/01/2019 au 31/12/2019

| PASSIF | | Exercice 2019 | Exercice 2018 |
|--|---|------------------|------------------|
| C A P . P R O P R E S | Apports | | |
| | Ecarts de réévaluation | | |
| | Réserves | | |
| | Réserves réglementées | | |
| | Autres | | |
| | Report à nouveau | 181 996,03 | 139 221,18 |
| | Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | -75 909,83 | 42 774,85 |
| | Subventions d'investissement | 23 445,26 | 23 207,02 |
| Provisions réglementées | | | |
| | Total I | 129 531,46 | 205 203,05 |
| Autres fonds propres | Droits du concédant | | |
| | Total I bis | | |
| Effort construction | Fonds issus du versement des employeurs à l'effort de construction | | |
| | Fonds sous forme de subventions | | |
| | Fonds sous forme de prêts | | |
| | Fonds sous forme de souscription de titres | | |
| | Total I ter | | |
| | Provisions pour risques | 106 773,66 | 38 402,17 |
| | Provisions pour charges | | 34 436,62 |
| | Total II | 106 773,66 | 72 838,79 |
| D E T T E S (1) | Emprunts obligataires | | |
| | Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2) | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 96 554,56 | 161 753,95 |
| | Dettes fiscales et sociales | 37 296,90 | 47 904,61 |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | | | |
| Comptes de régularisation | Produits constatés d'avance | 21 240,94 | 44 076,47 |
| | Total III | 155 092,40 | 253 735,03 |
| | Ecarts de conversion Passif (IV) | | |
| | TOTAL GENERAL (I + I bis + I ter + II + III + IV) | 391 397,52 | 531 776,87 |
| (1) Dont à plus d'un an | | | |
| Dont à moins d'un an | | | |
| (2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques | | | |



A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne Compte de résultat

| CHARGES | Exercice 2019 | Exercice 2018 |
|---|---------------------|---------------------|
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises Variations de stocks | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements Variations de stocks | | |
| Autres achats et charges externes | 424 597,59 | 376 794,93 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 25 036,60 | 26 761,33 |
| Salaires et traitements | 455 547,72 | 463 201,54 |
| Charges sociales | 108 428,04 | 130 663,14 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | |
| Sur immobilisations: dotations aux amortissements | 13 744,43 | 12 763,34 |
| Sur immobilisations: dotations aux provisions | | |
| Sur actif circulant: dotations aux provisions | | |
| Pour risques et charges: dotations aux provisions | 4 655,49 | 39 462,48 |
| Autres charges | 761,36 | 144,95 |
| TOTAL I | 1 032 771,23 | 1 049 791,71 |
| Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun (II) | | |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements et provisions | | |
| Intérêts et charges assimilées | | |
| Différence négative de change | | |
| Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL III | | |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | 64 172,69 | |
| TOTAL IV | 64 172,69 | |
| Impôts sur les bénéfices (V) | | |
| TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V) | 1 096 943,92 | 1 049 791,71 |
| SOLDE CREDITEUR - BENEFICE | | 42 774,85 |
| TOTAL GENERAL | 1 096 943,92 | 1 092 566,56 |



A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne Compte de résultat

| PRODUITS | Exercice 2019 | Exercice 2018 |
|---|-------------------------------------|------------------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Ventes de marchandises Production vendue | | |
| Sous-total (A) - Montant net du chiffre d'affaires Dont à l'exportation | | |
| Production stockée Production immobilisée Ressources d'origines publiques et subventions d'exploitation Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges Autres produits | 973 536,95 35 066,83 2 763,16 | 1 075 468,80 8 880,82 |
| Sous-total (B) | 1 011 366,94 | 1 084 349,62 |
| TOTAL (A + B) = I | 1 011 366,94 | 1 084 349,62 |
| Quotes-parts de résultats sur opérations faites en commun (II) | | |
| PRODUITS FINANCIERS De participation D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprise sur provisions et transfert de charges Différence positive de change Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement | | |
| TOTAL III | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprise sur provisions et transferts de charges | 9 667,15 | 8 216,94 |
| TOTAL IV | 9 667,15 | 8 216,94 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV) | 1 021 034,09 | 1 092 566,56 |
| SOLDE DEBITEUR - PERTE | 75 909,83 | |
| TOTAL GENERAL | 1 096 943,92 | 1 092 566,56 |



A.P.G. e2c Nièvre Bourgogne COMPTES ANNUELS 2019

ANNEXE

En raison des évènements particuliers durant la période d'établissement des comptes lié à la crise sanitaire du COVID-19, il convient de signaler que :

- La crise du COVID-19 est un évènement postérieur à la clôture sans impact sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019,
- L'A.P.G. e2c reste particulièrement vigilante quant à l'évolution de la situation même si à ce stade, la durée et les impacts attendus du COVID-19 sur les activités de l'association restent incertains,
- Nous ne sommes pas en mesure aujourd'hui de quantifier avec précision les impacts du COVID-19 sur les comptes 2020 de l'association,
- Nous considérons à ce stade, que le principe de continuité d'exploitation retenu dans le cadre de l'établissement des comptes de l'exercice 2019 tel que présenté dans le paragraphe « 2 - Principes, règles et méthodes comptables » n'est pas remis en cause.

A- Faits majeurs de l'exercice

1) Évènements principaux de l'exercice

- La Commission Interministérielle de Coordination des Contrôles (CICC), autorité d'audit pour les fonds européens en France, a informé l'A.P.G. e2c d'un prochain audit sur les dépenses 2018 de l'association. Elle a également précisé qu'en cas d'absence de justificatif attestant du respect des règles de la commande publique et de mise en concurrence, les dépenses pédagogiques externes seraient rejetées.

Par conséquent, et avant même le résultat de ce contrôle, il a été décidé de provisionner la somme de 63 716.00€ dans les comptes 2019.

Et enfin, la cellule Fonds Social Européen du Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté a établi sa convention 2019 fin mars 2020 et a tenu compte des remarques faites par la CICC. La convention 2019 ne prévoit donc qu'une subvention de 269 k€.

2) Principes, règles et méthodes comptables

- L'association a arrêté ses comptes en respectant le règlement ANC n° 2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement du CRC n° 1999-01 du 16 février 1999.

B- Informations relatives à l'actif du bilan

1) Actif Immobilisé

Mouvements des immobilisations incorporelles, corporelles et financières (brutes) :

| | <u>31/12/2018</u> | <u>Augmentations</u> | <u>Diminutions</u> | <u>31/12/2019</u> |
|---|--------------------------|-----------------------------|---------------------------|--------------------------|
| Incorporelles | | | | |
| Logiciels | 1 050.30 | 0.00 | 0.00 | 1 050.30 |
| | 1 050.30 | 0.00 | 0.00 | 1 050.30 |
| Corporelles | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage | 3 041.43 | 0.00 | 0.00 | 3 041.43 |
| Autres immobilisations corporelles | 102 765.88 | 9 905.39 | 2 036.40 | 110 634.87 |
| | 105 807.31 | 9 905.39 | 2 036.40 | 113 676.30 |
| Financières | | | | |
| Prêts | 2 697.35 | 0.00 | 0.00 | 2 697.35 |
| Autres | 3 100.00 | 15 000.00 | 2 500.00 | 15 600.00 |
| | 5 797.35 | 15 000.00 | 2 500.00 | 18 297.35 |
| | 112 654.96€ | 24 905.39€ | 4 536.40€ | 133 023.95€ |

Détail des amortissements par nature d'immobilisations :

| Type d'immobilisation | Montant de la dotation |
|------------------------------------|-------------------------------|
| Incorporelles | 210.06 |
| Autres immobilisations corporelles | 13 534.37 |
| Total des amortissements | 13 744.43€ |

Principales durées d'amortissement

| Type d'immobilisation | Mode | Durée |
|---|-------------|--------------|
| Logiciels | Linéaire | 5 ans |
| Installations pédagogiques et générales | Linéaire | 10 ans |
| Matériel de bureau et informatique | Linéaire | 5 ans |
| Mobilier | Linéaire | 15 ans |

2) Évaluation des stocks

- Néant

3) Actif circulant

- Les créances sont valorisées à leurs valeurs nominales, une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque leur recouvrement s'avère incertain ou douteux.

- Les subventions d'exploitation à recevoir (309 342.00€) concernent les subventions du Fonds Social Européen et du Conseil Régional de Bourgogne – Franche-Comté.

- Les charges constatées d'avance (2 455.10€) correspondent à des achats ou des prestations dont la fourniture ou la réalisation doit intervenir ultérieurement.

C- Informations relatives au passif du bilan

1) Subventions d'investissement

- Elles concernent toutes les catégories d'investissements et sont amorties au même rythme que celles-ci.

2) Provisions pour risques

- Les provisions pour risques concernent les indemnités de départ en retraite au 31/12/2019 (43 057.66€) et une provision pour risques (63 716.00€, cf. événements principaux de l'exercice).

3) Provisions pour charges

- Néant

4) Comptes de régularisation

- Les produits constatés d'avance (21 240.94€) concernent des subventions qui financeront des dépenses 2020. Il s'agit principalement de la taxe d'apprentissage 2015-2016 placée en attente d'affectation pour un montant de 15 986.94€. Il a été repris 10 135.53€ sur l'exercice qui ont été alloués au financement de matériels informatiques.

4) Charges à payer

A la clôture, les charges à payer correspondent essentiellement aux postes suivants :

- Factures non parvenues (8 884.53€)
- Provision pour congés payés et charges sociales afférentes (1 071.38€)

D- Engagement hors bilan

1) Engagements de crédits-bails mobiliers

- *Location longue durée*

- Loyers restant à payer jusqu'à un an = 17 189.86€
- Loyers restant à payer à plus d'un an et 5 ans au plus = 22 243.24€

E- Compte de résultat

Tous les produits et charges comptabilisés concernent l'exercice 2019. Les chevauchements ont été neutralisés au travers des comptes de régularisation évoqués lors de l'analyse du bilan.

1) Produits

- Les ressources d'origines publiques et subventions d'exploitation concernent principalement la DIRECCTE, le Conseil Régional de Bourgogne – Franche-Comté, le Fonds Social Européen, le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires, le Conseil Départemental de la Nièvre, la CCI de la Nièvre et la taxe d'apprentissage.

2) Charges

- Les dotations aux provisions pour risques et charges concernent un complément de provision pour indemnités de départ en retraite (4 655.49€).

3) Éléments Exceptionnels

Sur opérations en capital

- Ils sont composés, pour les produits, des quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat (9 667.15€).

F- Effectifs à la fin de la période

| | |
|--------------|-----------|
| Cadres | 2 |
| Employés | 16 |
| Total | 18 |

G- Autres informations

Les contributions volontaires en nature dont bénéficie l'A.P.G e2c Nièvre Bourgogne ne peuvent pas être valorisées précisément, elles n'apparaissent donc pas dans les comptes de l'association.

Ces contributions volontaires en nature concernent :

- La mise à disposition de locaux pour l'antenne de Château-Chinon
- Le bénévole intervenant de manière hebdomadaire sur le site de Cosne-Cours-sur-Loire